

Par e-mail : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/05/30/le-defi-de-la-sobriete-pour-repondre-a-l-urgence-climatique_6128136_3234.html

Le défi de la sobriété pour répondre à l'urgence climatique

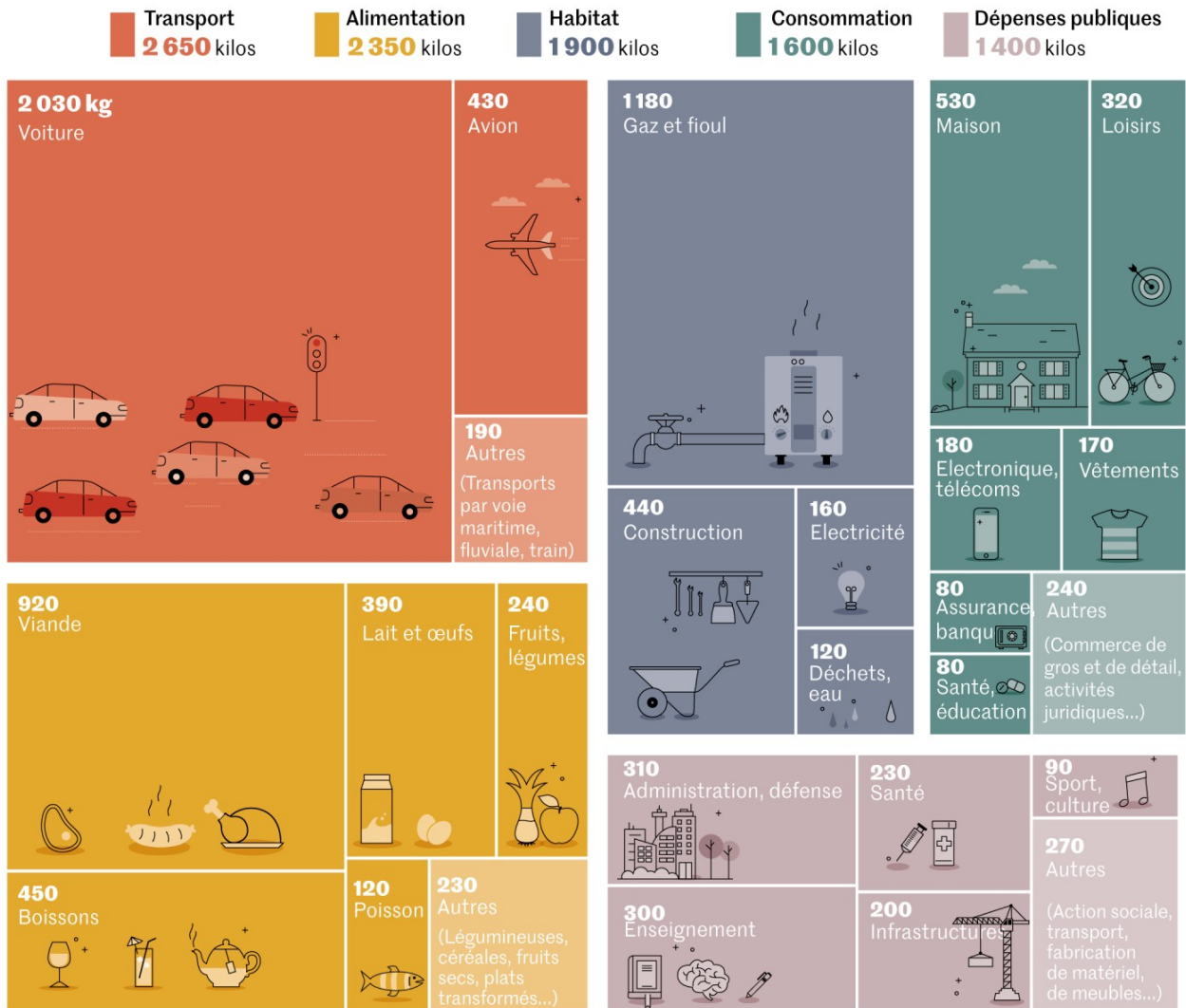
« Surconsommation : l'impasse » (1/5). La réduction des émissions de gaz à effet de serre se heurte au maintien de nos modes de vie.

Par [Béatrice Madeline](#), [Perrine Mouterde](#) et [Adrien Pécout](#)

Publié le 30 mai 2022

Les leviers pour agir sur son empreinte carbone

Répartition des **9,9 tonnes** d'émissions en kilos équivalents CO₂ par habitant en France, en 2019



Inégalités

1 % des Français les plus riches émet, par individu, **15 fois plus de CO₂ que les 50 % les moins riches**. Les 10 % les plus aisés émettent 1,7 fois plus de gaz à effet de serre que l'ensemble du reste de la population.

Surconsommation

10 millions de tonnes C'est la quantité de nourriture gaspillée en France chaque année, soit l'équivalent de **150 kilos/hab./an**

73,9 millions C'est le nombre d'**appareils électroménagers achetés** en 2021 en France. Un record.

2 ans Les Français **achètent en moyenne un smartphone** tous les deux ans.

Infographie : Le Monde ; Marianne Pasquier

Sources : Ademe, Rapport des inégalités du monde 2022, MyCO2 par Carbone 4, d'après le ministère de la transition écologique et le Haut Conseil pour le climat

Ce 10 février, le chef de l'Etat n'est pas encore officiellement candidat à sa propre succession. A deux mois du premier tour de la présidentielle, [il est venu présenter, à Belfort, sa vision de l'avenir énergétique de la France](#). Au fil de ce discours, il fera des annonces majeures sur la relance de la filière nucléaire ou sur les objectifs de développement des énergies renouvelables. Mais le tout premier chantier ne concerne ni l'atome ni les éoliennes : il s'agit d'abord, déclare-t-il, de « *gagner en sobriété* », pour « *baisser de 40 % nos consommations d'énergie* » d'ici à 2050. Le mot est

lâché : « sobriété ». Il sera dorénavant présenté comme l'un des piliers du programme énergétique du président.

En reprenant le mot à son compte, Emmanuel Macron envoie un signal à un électorat de gauche et aux écologistes. Mais, plus largement, cet emprunt révèle la façon dont cette notion ancienne a fini par s'imposer dans le débat public. De la « *sobriété heureuse* » de Pierre Rabhi (1938-2021) à la première encyclique papale sur l'écologie, en 2015, des travaux de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à ceux des climatologues du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la sobriété semble de plus en plus incontournable, tout en restant éminemment clivante. Synonyme, pour les uns, de levier puissant et enthousiasmant pour inventer un modèle plus respectueux de l'environnement, elle fait figure de repoussoir absolu pour les autres, qui craignent la fin du progrès et de la croissance. Souhaitée ou redoutée, elle interroge, en tout cas, les fondements et l'organisation mêmes de notre société.

Ce questionnement n'est pas neuf. Dès le XIX^e siècle, la révolution industrielle et l'essor du capitalisme donnent une dimension politique au concept. « *Dans les années 1970, après la publication du rapport du Club de Rome [association internationale de réflexion sur les problématiques de développement durable] est apparue l'idée que notre croissance exponentielle et notre désir de richesse insatiable pourraient conduire à notre perte* », [rappelle le cercle de réflexion La Fabrique écologique](#). Diffusée en France par le penseur André Gorz (1923-2007), cette idée se retrouve d'abord dans la notion de « décroissance », à la fois pour l'écologie et contre le capitalisme. Mais, petit à petit, le terme de « sobriété », moins connoté politiquement, gagne du terrain.

S'il n'en existe pas de définition précise et partagée, celle-ci implique une modération dans la production et la consommation de biens et de services et l'abandon de pratiques ou d'usages excessifs ou superflus. « *Ce terme peut prêter à confusion*, remarque Eloi Laurent, chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). *Il suggère que nous avons bien vécu et qu'il faudrait maintenant vivre de façon réduite. Or, il s'agit du contraire : nous devons apprendre à vivre mieux, pas à vivre moins. Apprendre à vivre avec la biosphère, pas contre elle.* »

La nécessité d'agir sur tous les fronts en simultané

En France, l'association négaWatt est l'un des premiers acteurs à s'emparer de ce concept, au début des années 2000. La politique énergétique porte alors essentiellement sur la quête de gains en matière d'efficacité, c'est-à-dire sur des progrès techniques ou technologiques qui permettent de parvenir au même service rendu en utilisant moins d'énergie. Mais ceux-ci ne suffisent pas à réduire largement les émissions de gaz à effet de serre qui réchauffent la planète. « *Nous nous sommes rendu compte que ces efforts d'efficacité étaient en partie gommés par le manque de sobriété*, explique Stéphane Chatelin, directeur de l'association négaWatt. *Il se fabrique des moteurs plus performants, mais, en parallèle, les voitures sont de plus en plus lourdes ; la consommation énergétique par kilo lavé diminue, mais les lave-linge tournent de plus en plus à vide...* » Pendant des années, le plaidoyer de l'association ne trouve guère d'écho. A tel point que ses membres envisagent d'abandonner le terme même de « sobriété », jugé trop austère...

Une hypothèse aujourd'hui remise au placard. Ces dernières années, l'urgence climatique a contribué à remettre le sujet au cœur du débat. Plus le temps passe, plus l'équation pour atteindre l'objectif de neutralité carbone en 2050 paraît compliquée à résoudre. Et plus la nécessité d'agir sur

tous les fronts en simultané, et donc aussi sur celui de la demande et des usages, devient incontournable : de plus en plus de travaux scientifiques affirment qu’il est trop tard pour espérer limiter le dérèglement climatique en ne misant que sur l’efficacité ou l’innovation technologiques, sans rien changer aux pratiques et aux modes de vie individuels et collectifs. A plus forte raison lorsque l’ensemble des crises est pris en compte – l’extinction de la biodiversité, l’appauvrissement des sols, l’épuisement des ressources minérales...

Dans la foulée des scientifiques, le secteur de l’énergie s’est mis à considérer le levier de la sobriété. En France, il a été central dans les travaux publiés par l’association négaWatt, mais aussi par le gestionnaire du réseau de transport d’électricité RTE ou par l’Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie (Ademe). Marcher ou faire du vélo plutôt que prendre la voiture, télétravailler une partie de la semaine, réduire le nombre de trajets en avion... En mai 2021, l’Agence internationale de l’énergie déclare, pour la première fois, que les changements de comportements liés à l’énergie sont « *une part importante* » de la boîte à outils pour atteindre « *zéro émission nette* » d’ici à 2050. Un basculement de taille pour cette institution, qui fait référence au niveau mondial, à l’origine organisée pour protéger les intérêts des pays consommateurs de pétrole. En avril, c’est le GIEC qui consacre – là encore pour la première fois – [un chapitre de son sixième rapport d’évaluation aux évolutions des modes de vie et aux usages de l’énergie](#). Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, en février, les appels à agir sur la consommation (par une baisse des températures de chauffage, une réduction de la vitesse de circulation sur les routes...) se multiplient aussi pour tenter d’amoin  rir la dépendance européenne aux hydrocarbures russes.

« L’impression que tout mon mode de vie s’écroule »

Pour les prospectivistes, chargés d’élaborer des scénarios ou des modèles, intégrer la dimension de sobriété nécessite d’abord d’objectiver les comportements et les dynamiques sociales. Kilomètres parcourus, nombre d’habitants par mètre carré, taille des véhicules, nombre de personnes par ménage, consommation de viande... A partir de quatre secteurs (résidentiel, tertiaire, industriel, transports), RTE estime, par exemple, dans [son étude « Futurs énergétiques 2050 »](#), que le pays pourrait éviter de consommer 90 térawattheures (TWh) d’électricité d’ici à 2050, sur une consommation de référence de 645 TWh.

Les concertations menées par cet organisme indépendant en amont de la réalisation de ces travaux ont surtout illustré à quel point la notion est loin de faire consensus. Si elle est une évidence pour certains, d’autres rejettent le principe même d’une forme d’austérité. Lors de la publication du rapport, le député Jérôme Nury (Les Républicains) s’interroge devant la commission des affaires économiques de l’Assemblée nationale sur la baisse prévue de la consommation d’énergie. « *Est-ce la décroissance ? N’est-ce pas un encouragement à limiter nos déplacements individuels ? Moi qui suis un rural profond, j’ai l’impression que c’est tout mon mode de vie qui s’écroule avec votre rapport* », déclare-t-il au président du directoire de RTE, Xavier Piechaczyk.

« *Dans le scénario négaWatt, il est prévu d’arrêter de construire des maisons individuelles d’ici à 2050, s’est aussi insurgé le candidat communiste Fabien Roussel, lors de la campagne présidentielle. C’est   a, la sobriété énergétique ! Je suis pour que l’on isole les logements, mais eux, ils d  nient aux gens à la campagne d’avoir le droit de bâtir leur maison !* » Dans ses travaux publiés en 2018, l’association évoquait un passage de 175 000 maisons construites en 2010 à 19 000 en 2050.

La question est centrale : nos modes de vie doivent-ils « s'écrouler » ? A Belfort, Emmanuel Macron affirme l'inverse. Gagner en sobriété pourra se faire sans aucune « privation », « restriction » ou « décroissance », mais grâce à « l'innovation » ou à la « transformation des processus industriels ». En « changeant de modèle », tout en « produisant davantage ». Pour le chef de l'Etat, sobriété rime avec efficacité. Nombre de partisans de la notion appellent, au contraire, à des transformations majeures, et parfois difficiles, qui impliquent de véritables changements de paradigme : il s'agit bien de repenser en profondeur les manières de consommer, de se nourrir, de travailler, de se loger ou de se déplacer.

« La sobriété exigera des privations »

Dans certains secteurs, devenir plus sobre pourrait être relativement indolore : dans les bureaux, par exemple, éteindre les lumières la nuit ou lorsqu'ils sont vides pourrait permettre d'économiser jusqu'à 30 % d'électricité, selon l'association négaWatt. Diviser le gaspillage alimentaire par deux pourrait diminuer d'environ 5 % les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble de la chaîne. Début mai, une [étude publiée dans la revue scientifique Nature](#) affirmait que réduire de seulement 20 % notre consommation de bœuf pourrait diviser par deux les émissions du système alimentaire mondial ainsi que la déforestation.

Mais, dans d'autres domaines, des changements plus radicaux seront nécessaires, estiment certains observateurs. Renoncer (pour ceux qui y ont accès) au modèle du pavillon individuel, aux trajets en avion pour de courts séjours dans une capitale européenne, au suréquipement électronique... « *La sobriété exigera des privations, reconnaît Stéphane Chatelin. Pour décarboner l'aviation, par exemple, il n'y a pas d'autre solution que de moins prendre l'avion.* »

« *La sobriété passe nécessairement par un renoncement à certaines libertés*, ajoute Bruno Villalba, professeur de science politique à AgroParisTech. *Réduire la fiction selon laquelle il devrait y avoir toujours plus de choix pour tout le monde, au niveau politique mais aussi au plan matériel, ce serait renoncer à deux cent cinquante ans d'imaginaire nous promettant l'accès à un bien-être matériel comme condition sine qua non du bonheur.* » Aujourd'hui, chacun a le droit d'accéder à ce qui est considéré comme la norme du confort, mais celle-ci, en partie dictée par l'omniprésence des messages publicitaires, n'a cessé d'augmenter. Alors qu'une maison, à la fin du XIX^e siècle, comportait quelques centaines d'objets, il y en aurait désormais près de 100 000 dans les maisons françaises. Et c'est cette accumulation qui génère un sentiment de bien-être, qui est d'ailleurs « *réel, effectif* », rappelle Bruno Villalba.

La décroissance n'est pas inéluctable

Faut-il craindre aussi une chute du produit intérieur brut (PIB), qui quantifie les richesses produites dans le pays, et donc les revenus des ménages ? Pour les économistes, évaluer les conséquences d'une baisse potentielle de certaines consommations est encore difficile. « *Limiter la consommation, cela coûte un peu de croissance à court terme*, souligne Christian de Perthuis, professeur à l'université Paris-Dauphine-PSL. *Mais, à moyen terme, l'impact macroéconomique de la sobriété va dépendre de la capacité d'adaptation du côté de l'offre.* » Autrement dit, la décroissance n'est pas inéluctable, il s'agit plutôt de transformer profondément le système productif et la répartition des emplois.

« *Le vrai débat, c'est le contenu du PIB, pas son niveau*, ajoute Patrick Jolivet, directeur des études socio-économiques à l'Ademe. *Vous allez avoir des substitutions à l'intérieur de la consommation plutôt qu'une diminution globale.* » Aucun des [quatre scénarios construits par l'Ademe](#) pour aboutir à la neutralité carbone, y compris le plus sobre, ne se traduit d'ailleurs par un recul de la croissance. Trois raisons expliquent cela : les énergies fossiles importées sont remplacées par des énergies produites localement ; le recul de la production et la consommation de biens manufacturés massivement importés sont compensés par les achats de biens et services locaux ; et, enfin, les investissements effectués pour améliorer l'efficacité énergétique sont rentables et bons pour la croissance.

Pour espérer convaincre les citoyens de renoncer à certains droits et libertés au nom de la protection de l'environnement, tous les acteurs insistent d'abord sur un point : ce sont les plus aisés qui devront, en premier lieu, se serrer la ceinture. Selon le Laboratoire sur les inégalités mondiales, les 10 % des Français les plus riches émettaient 24,7 tonnes de dioxyde de carbone par habitant en 2019, soit environ cinq fois plus que la moitié la moins aisée de la population. « *La question de la justice sociale doit se trouver au cœur des débats* », insiste la syndicaliste Marie-Claire Cailletaud, représentante CGT au Conseil économique social et environnemental.

« Pas de politique de rénovation suffisante »

« *Concernant la précarité énergétique, il y a eu une tendance à mettre l'accent sur les écocgestes en disant aux gens : "Ne couvrez pas vos radiateurs, mettez un couvercle sur votre casserole, mettez un pull, deux pulls, trois pulls..." Ce sont des conseils utiles et importants, mais qui deviennent indécents quand, en parallèle, il n'y a pas de politique de rénovation suffisante* », souligne aussi Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation Abbé Pierre.

D'autres soulignent que s'il faut bien instaurer un « *plafond* » à nos consommations et modes de vie, pour les limiter à ceux qui sont compatibles avec les limites planétaires, il faut aussi introduire un « *plancher* », qui correspond à celui des conditions de vie décentes pour tous.

Ensuite, les chercheurs soulignent que cette question doit être pensée, organisée et débattue à l'échelle collective et ne pas faire peser l'ensemble des efforts sur les individus. La sociologue Sophie Dubuisson-Quellier, directrice de recherche au CNRS, met en garde contre le risque de remplacer un « *solutionnisme technologique* » par un « *solutionnisme comportementaliste* ». « *Il n'est pas possible de demander une sobriété des comportements dans une société organisée autour de l'abondance et qui valorise, économiquement et socialement, l'accumulation*, insiste-t-elle. *Appeler à des modes de vie sobres demande des modes d'organisation politiques, sociaux et économiques qui accordent de la valeur à la sobriété.* »

« Soit une utopie, soit une surveillance étroite »

Plutôt que de pénaliser les propriétaires de véhicules polluants, il faudrait développer massivement des moyens de transport collectifs et des pistes cyclables pour que les citoyens aient moins besoin de leur voiture. Repenser l'aménagement des villes et du territoire pour rapprocher les domiciles des lieux de travail et de commerce. Inciter à consommer des produits moins polluants, par exemple en instaurant des systèmes de bonus-malus ou de taxes spécifiques. Autre hypothèse, plus sujette aux controverses : celle de la coercition, en interdisant ou en rationnant la consommation de tel ou tel produit. « *Plus la réduction volontaire de la consommation tarde, plus elle risque de se dérouler*

sous la contrainte », estime Michel Bourban, chercheur en sciences politiques à l'université britannique de Warwick.

Comment de telles contraintes pourraient-elles être jugées acceptables ? Dans quel cadre démocratique ? La Société française d'énergie nucléaire (SFEN), par exemple, s'interrogeait après la publication des derniers travaux de l'association négaWatt. *« Comment seront surveillés (et punis) les états d'ébriété énergétique des Français ? Soit le scénario relève de la pure utopie, spéculant sur la mise en œuvre volontaire spontanée, soit il s'agit d'une surveillance étroite », écrivait-elle à l'automne 2021.*

« La loi Evin [adoptée en 1991 pour lutter contre le tabagisme et l'alcoolisme], c'est le Parlement, donc le peuple, qui décide de limiter la liberté individuelle de s'intoxiquer soi et les autres, rappelle de son côté Bruno Villalba. Le permis de conduire, ce sont aussi des contraintes collectives. Si les restrictions ont un sens et une finalité, qu'elles sont équitables et contrôlées par les autorités, cela fonctionne. » Déjà, certaines évolutions se font jour. Se tourner vers des vêtements ou des objets de seconde main est valorisé et plébiscité par un nombre croissant de Français, même si cela peut inciter, paradoxalement, à acheter plus. La consommation de viande est à la baisse, la pratique du vélo à la hausse. Partout naissent des mouvements de lutte contre l'implantation de nouveaux entrepôts Amazon, des boycotts de campagnes consuméristes telles que le « Black Friday », les expérimentations d'éco-hameaux, d'habitats partagés, de ressourceries se multiplient...

« Donner envie »

Pour les tenants de la sobriété, le principal enjeu reste de réussir à faire de ce concept un horizon désirable pour le plus grand nombre, et de souligner les bénéfices qui pourraient y être associés : amélioration de la santé, du cadre de vie, diminution de la pollution... C'est ce qu'essaie de faire l'Ademe quand elle adjoint des « récits » à ses quatre scénarios permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050 pour décrire l'impact de nos choix sur l'habitat, la mobilité, l'industrie ou la gouvernance. C'est aussi ce que tente de faire le cercle de réflexion The Shift Project dans son « Plan de transformation de l'économie » : *« Nous avons fait le pari que décrire un avenir possible, et les voies et moyens pour y parvenir, permettrait de cocher cette case essentielle pour parler à notre affect : donner envie »*, résume son président, Jean-Marc Jancovici.

Si la sobriété a fait son apparition dans certains programmes électoraux ou dans les discours du chef de l'Etat ou de ministres, les responsables politiques sont encore loin de s'être emparés de cette notion. Atteinte au pouvoir d'achat, au modèle économique, à certaines libertés individuelles... A court terme, ils semblent n'avoir rien à y gagner. A long terme, si elle veut affronter les défis énergétiques et environnementaux, la société ne pourra se passer d'un débat de fond sur le sujet.